

APRÈS LA GUERRE EN IRAK, QUEL AVENIR POUR LA DÉMOCRATIE

René Major

La démocratie, telle que nous la connaissons aujourd'hui, demeure hantée, depuis l'invention d'Athènes, par le mythe du sol et du sang, et par celui de l'égalité de naissance qui lui fait revendiquer l'égalité des droits – mais cette égalité n'est toujours réalisée que pour une famille élargie au sein de laquelle on feint de croire à l'amitié et à la fraternité aussi longtemps qu'un revers de fortune politique ne vient la faire éclater au grand jour.

Nous ne sommes ni à la même époque ni dans les mêmes conditions, mais un Carl Schmitt, dans les années 30, pouvait dire à la fois qu'il n'y avait d'ami que « l'ami de sang, le parent consanguin ou le parent par alliance selon le mariage, le serment de fraternité, l'adoption ou d'autres institutions correspondantes » et que le souverain est celui qui décide de l'exception, celui qui se donne le droit de suspendre le droit. Si ces discours ont une rationalité spécifique, ils témoignent aussi d'une crise de la raison, telle qu'en parlait Husserl, dans sa conférence de Vienne en 1935, comme d'un mal d'amnésie qu'on appelle l'objectivisme. Ce mode de pensée, ce sont les préjugés et les présupposés rationnels qui ont eu leur part de responsabilité dans la maladie de l'Europe. Une maladie qui s'est répandue depuis au-delà des mers. Husserl n'hésite pas à dire que la différence entre la santé et la maladie vaut aussi bien pour les peuples et les Etats que pour les individus.

Dans leur correspondance publiée par la Société des Nations en 1933, Einstein et Freud, consultés sur la menace qui planait déjà sur le monde, évoquaient la pulsion de pouvoir et de souveraineté dont l'exercice peut aller jusqu'à la psychose et dont seule la limitation pourrait permettre à une raison supra-étatique de régler les conflits qui mènent à la guerre.

Plus que jamais, la raison d'une telle raison supra-étatique se voit mise à mal, malgré l'archivage monumentale de la mémoire qui archive tout autant son refoulement, malgré les brèches opérées par les droits universels de l'homme dans la forteresse des souverainetés étatiques, malgré la mise en place d'un Tribunal pénal international auquel refuse pourtant de souscrire l'Etat-nation qui se propose ou veut s'imposer au monde comme modèle démocratique. Or ce refus, qu'on le veuille ou non, se fait au nom de la raison supra-étatique, de la grandeur et de la magnitude même du Bien, de cette idée du Bien qu'un Etat-nation, si jeune soit-il, aurait reçu comme mission de dispenser. Quelle que soit sa jeunesse, un tel Etat s'arroge la préséance d'ancêtre, un privilège de devancier, le privilège de qui se place « sous la puissance du commencement », comme le disait Heidegger en cette même année 1933, « d'un commencement qui n'est pas derrière nous mais se tient devant nous ». Et il ajoutait : « Nous avons reçu de la nature la mission supérieure d'être les gardiens du feu sacré (...) ». La raison qui s'enflamme de la sorte est toujours propre à exalter le sentiment national. Toute tentative hégémonique, inconditionnellement souveraine, qui s'acharne à sauver l'honneur en saluant un nouveau départ risque de mettre en œuvre son propre « départ » comme séparation d'avec le reste du monde.

The Rest of the World, évoqué par son sigle ROW, est une expression du département d'Etat américain pour parler des pays qui, depuis la fin de la guerre froide, refusent de s'aligner (the Row, c'est aussi la rangée, l'alignement) sur le « modèle » de société et de gouvernement qui a réussi à concentrer, à s'approprier ou à confisquer la majeure partie des ressources naturelles et des pouvoirs techno-scientifiques, le plus sophistiqué et le plus vaste arsenal de guerre et qui est parvenu à le faire de manière aussi « rationnelle ». Mais la raison dont parle Freud dans sa lettre à Einstein, en n'hésitant pas à évoquer la nécessaire restriction des pulsions de pouvoir, de domination et de souveraineté, voire de leur soumission à une « dictature

de la raison », s'attache à analyser toutes les ruses, dénégations et alibis de la rationalité, dans ce domaine qui connaît une longue histoire, et à prendre en compte, le plus rigoureusement, une logique inconsciente qui défie l'autorité de la conscience et sa temporalité, déjoue la raison calculatrice par un autre calcul qui lui échappe, fait échouer le pouvoir sur la rive même du succès qu'il rêvait d'atteindre. Plus le pouvoir se veut absolu, plus il est miné par la pulsion de mort qui l'habite. Plus il est souverain, moins il se donne le temps, le temps de comprendre la raison de sa cruauté, fût-ce de la cruauté qui se pare des meilleures intentions et parfois des plus « raisonnables ». C'est cette cruauté, si invisible qu'elle soit, qui ronge de l'intérieur tout pouvoir souverain. Il y a là vraiment de quoi alarmer aujourd'hui, plus encore que le visible si théâtralisé de l'effondrement de deux tours, de quoi effrayer même, plus que toute réitération d'attentats, le peuple dont le gouvernement prend de jour en jour un ton d'intimidation et d'humiliation de plus en plus marqué et fait montre d'une irrésistible volonté de puissance à laquelle rien ne saurait résister. Tout Etat qui se veut un Etat d'exception, qui peut décider de l'exception et s'arroger le droit de suspendre le droit, le fait toujours au nom d'une violence qui se veut d'origine mythologique ou divine, d'une justice au-delà de tout Droit.

On sait que Freud, dans sa préface à l'édition hébraïque de Totem et tabou (écrite en 1930 ; l'ouvrage ne sera publié à Jérusalem qu'en 1939) se dit complètement étranger à la religion de ses pères, comme à toute autre religion, et confesse à ses lecteurs, dont la langue hébraïque est la langue vivante, que, ne reniant ni son peuple ni sa qualité essentielle de Juif, il ne partage nullement leurs idéaux nationalistes et que, traitant de l'origine de la religion, il ne fait aucune exception en faveur du judaïsme. Freud semble se démarquer essentiellement du nationalisme, mais il se démarque tout autant de la langue sacrée en se référant uniquement à la langue hébraïque comme une langue vivante ; une langue comme une autre qui parle l'inconscient car pour lui le théologique marque de la persistance de sa langue les sociétés les plus sécularisées qui prétendent s'en être détachées. « Les Grecs, dit-il dans L'homme Moïse, réagissaient à la particularité juive de la même manière que les peuples d'accueil contemporains. Ils réagissaient comme s'ils croyaient à la primauté que le peuple d'Israël revendiquait pour lui¹ », et « J'ose

¹ L'homme Moïse et la religion monothéiste, (1939), tr. fr. C. Heim, Paris, Gallimard, 1986

affirmer que la jalousie à l'égard du peuple qui prétendit être le premier-né et le favori de Dieu le Père n'est pas encore éteinte aujourd'hui, comme si les autres peuples eux-mêmes ajoutaient foi à une pareille prétention². » Cette jalousie est propre à devenir délirante lorsque l'orgueil ou la survivance d'un peuple se trouvent réellement ou imaginativement mis en danger. Comme il en a instauré le principe, Freud cherche au langage de la déraison son point d'ancrage historique. L'homme Moïse aurait redonné aux Juifs le sentiment d'amour-propre en les libérant d'Égypte et en affirmant qu'il accomplissait cette mission sur l'ordre de Dieu. Freud s'emploie donc à déconstruire la notion d'élection dans la mesure où elle se lierait soit à un triomphe de l'esprit comme cela peut être le cas dans le judaïsme soit à une mission salvatrice qui recouvre un désir de domination dans les sociétés sécularisées imprégnées de la langue théologique. Dans *L'Avenir d'une illusion*, Freud aura aussi anticipé l'horizon de la guerre qui hante le monde d'aujourd'hui, en comparant le peuple américain au peuple élu. Chaque peuple revient aux « débuts historiques de l'idée de Dieu », dès lors que ce peuple prétend représenter la justice idéale, celle qui fait le bien et châtie le mal, et adjoint donc la partie invisible du spectre inconscient à la langue courante : « Bien plus tard, la pieuse Amérique devait émettre la prétention d'être God's own country, et en ce qui regarde l'une des formes sous lesquelles l'homme adore la divinité, cette prétention est justifiée³. » L'impérialisme moral américain ne date pas d'hier. A la fin de la première guerre mondiale, Woodrow Wilson, dont on a trop négligé l'éclairante analyse faite par Freud⁴, parlait des soldats américains comme de Croisés venus démontrer la puissance de la justice et du bien : « Leur victoire transcendante a amené l'univers à croire en l'Amérique comme il ne croit en aucune autre nation du monde moderne civilisé (...) Ils ont effectué la rédemption du monde, oui, rien de moins que la libération et le salut du monde. » Ce discours, dont on entend les mêmes accents aujourd'hui dans la bouche de l'actuel président des États-Unis et qui a valu l'interventionnisme en Amérique latine à plusieurs reprises, était soutenu par la

p. 202. Le mot « élection » traduit « Auserwähltheit » utilisé par Freud à plusieurs reprises, voir p. 177, 210, 211, 240, 242.

² Ibid. p. 184. Mot souligné par moi

³ *L'Avenir d'une illusion* (1927), tr. Marie Bonaparte, Paris, PUF, 1971, p. 27

⁴ S. Freud et W.C. Bullitt, *Le portrait psychologique de Président Thomas Woodrow Wilson*, Paris, Albin Michel, 1967

frange internationaliste du grand capital qui applaudissait à la guerre contre l'Allemagne et au « diktat » de Versailles, tout comme les Protestants fondamentaux, persuadés de la lutte nécessaire du Bien contre le Mal, appuient la nouvelle « stratégie nationale de sécurité des Etats-Unis » qui prône le droit à la guerre préventive, comme le firent l'Allemagne en 1941 contre l'Union soviétique et le Japon, la même année, à Pearl Harbour, contre les Etat-Unis, et ce, en dépit du traité de Westphalie établissant la souveraineté des Etats.

Je reviens à la correspondance de 1932 entre Freud et Einstein. Les considérations de Einstein sur les prédispositions de la masse à la servitude volontaire, en raison du « besoin de haïr et d'anéantir », trouvent leur écho chez Freud dans la prise en compte « d'une part de l'inégalité des hommes, innée et impossible à éliminer, qui consiste en ce qu'ils se divisent en meneurs et en sujets dépendants ». Ces derniers, dit-il, « constituent l'énorme majorité ; ils ont besoin d'une autorité qui prend pour eux des décisions auxquelles ils se soumettent la plupart du temps sans conditions ». Il faudrait donc, et Freud se montre fidèle à une certaine idée platonicienne de l'aristodémocratie, « consacrer davantage de soins qu'on ne l'a fait jusqu'ici pour éduquer une couche supérieure d'hommes pensant de façon autonome, inaccessibles à l'intimidation et soucieux de vérité, pour qu'ils dirigent les masses dépendantes (...). L'état idéal serait naturellement une communauté d'hommes ayant soumis leur vie pulsionnelle à la dictature de la raison (Diktatur der Vernunft⁵) »⁶.

⁵ Pourquoi la guerre ?, op. cit. p. 79.

⁶ Il y a chez Freud, tout au moins en apparence, une contradiction dans l'admission du droit à la révolte du plus grand nombre pour plus de justice, donc à la plus grande participation des citoyens au gouvernement, et par ailleurs l'idée de laisser à une élite éclairée le soin de diriger les masses nécessairement dépendantes. Sauf à considérer que « cette couche supérieure d'hommes indépendants » s'accorde à reconnaître et à corriger les injustices que subit le plus grand nombre.

La démocratie comme « dictature de la raison ». Qu'est-ce alors que la raison selon Freud ou la raison depuis Freud ? Certes, il s'agit de ce qui lie le progrès à la culture, c'est-à-dire 1. la restriction des forces pulsionnelles et leur domination, ce qui veut dire l'exercice de la pulsion de pouvoir sur le sujet lui-même, exercice qui est à la source de la conscience morale, et 2. l'intériorisation du penchant à l'agression qui, quels que soient ses avantages pour la socialité, n'est pas sans produire le malaise de la civilisation. Mais la suite de la lettre de Freud mérite l'attention. Rien d'autre que la soumission de la vie pulsionnelle à la dictature de la raison « ne saurait susciter une union des hommes si parfaite et si résistante, même au risque d'un renoncement aux liaisons de sentiment entre eux »⁷. La dictature de la raison serait donc au-delà du principe de fraternité, au-delà de ce rapport à l'autre comme rapport d'appropriation et d'identifications ambivalentes, au-delà même du rapport d'amitié fait de l'inhibition quant à leur but des composantes sexuelles et agressives de ce rapport. Est-ce pensable sans risque, tellement la fraternité, avec ses relents familiaux et religieux, ses alibis de tous ordres, semble liée au fondement de la démocratie ? Et quel risque comporterait la perte du lien libidinal à l'autre dans le rapport social, jusqu'au renoncement à l'insatisfaction ainsi engendrée, sans que le sujet se satisfasse ni s'insatisfasse de cette insatisfaction ? Bien qu'il ne parle pas explicitement de démocratie, Freud aurait-il répondu, en supputant les risques de la réponse, à la question telle qu'elle est formulée aujourd'hui par Derrida : « Est-il possible de penser et de mettre en œuvre la démocratie, ce qui garderait encore le vieux nom de démocratie, en y déracinant ce que toutes ces figures de l'amitié (philosophique et religieuse) y prescrivent de fraternité, à savoir de famille ou d'ethnie androcentrée ? » Voire, ajouterai-je, ce que le vieux nom de démocratie conserve d'alibi théologique. Le risque serait-il qu'il n'y ait plus ni amis ni ennemis – donc plus de politique – et que les composantes sexuelles et agressives de la vie pulsionnelle soient reléguées au lien le plus asocial qu'est le lien amoureux⁸ ? Ce qui

⁷ Pourquoi la guerre ?, op. cit. p.79. Je souligne.

⁸ Cette réflexion rejoint peut-être celle que formule Jean-Luc Nancy en parlant de l'ordre social-politique et de l'ordre pulsionnel-intime pour inviter à penser « l'énigme d'intensité, de jaillissement et de perte, ou d'abandon, qui permet à la fois l'existence plurielle (la naissance, la séparation, l'opposition) et la singularité (la mort, l'amour) »

semble être l'aspiration d'une jeunesse qu'on dit aujourd'hui dépolitisée. Ou un lien social est-il pensable qui maintienne une érotisation tempérée, dénuée de toute dépendance et de toute indiscretion, un lien défait de toute obscénité imaginaire qui entretienne, même dans la plus grande familiarité, le partage sans partage d'une commune étrangeté ? Le point faible de ce lien résiderait-il précisément dans le nœud qui en constitue le lieu de la plus grande résistance ?

On ne saurait entendre « la dictature de la raison » depuis Freud sans prendre en compte que l'inconscient, avec sa logique propre, ses concepts, ses mécanismes qui défient l'autorité de la conscience et sa temporalité, se jouant partout des bonnes raisons et du rapport à soi de la raison, a introduit un changement de paradigme dans l'histoire du principe de raison. La raison de l'inconscient se manifeste comme raison anasémique de la raison car l'inconscient pense dans un registre hétérogène à toute l'axiomatique du sens qui s'énonce néanmoins à partir de lui. La raison depuis l'inconscient ne saurait donc être une raison qui ne tiendrait pas compte que tout système de domination comporte sa fracture interne, que toute machinerie de puissance hégémonique régit son propre régisseur, que la pulsion de pouvoir, si elle n'est limitée par un retour en boucle sur le sujet lui-même, œuvre à la destruction de son objet comme à sa propre destruction. L'actualité economico-politique au sein de ce qu'on appelle les démocraties occidentales à l'heure de la « globalisation » montre à l'envi le retournement dont les enjeux de pouvoir et de profit qui sévissent dans les télétechnologies et autres produits dont la consommation est répandue dans le monde, usant de leur puissance virtuelle, mettent en œuvre leur dépérissement au détriment de ceux qui les soutiennent dans l'illusion d'un gain sans peine. Les violences de ces forces socio-économiques privées perpétrées avec la complicité de puissants Etats-nations, quand ce n'est pas directement avec celle de ses dirigeants, relayées l'une et l'autre par des autorités internationales, défient l'idée même d'une démocratie libérale qui évangélise au nom de la liberté d'entreprise et au nom de l'égalité face à l'inégalité et l'oppression économique qui n'ont jamais affecté autant d'êtres humains – pourtant appelés à la fraternité – et dont elle ne saurait être tenue innocente. La démocratie libérale, du moins telle que nous la connaissons jusqu'ici, refoule son implication dans la production de ce symptôme

massif, s'agissant de l'appropriation sans égards pour l'autre, donc dans le déni de justice, des pouvoirs et savoirs économiques et techno-scientifiques comme de ceux du droit national ou international.

Ce qui est refoulé ou forclos et qui revient dans le réel comme un contretemps (un Missgeschick), donc comme un effet de l'inconscient dans ses manifestations sociales, nationales ou internationales ou comme un retour des esprits, des fantômes, des spectres, un retour inconsciemment calculé par ces « esprits » eux-mêmes, dans la mémoire ou l'oubli de leur nom, appelle non seulement une vigilance de la conscience mais des « vigilances de l'inconscient ».

Dans l'ordre des esprits qui soufflent, ici l'insécurité, là le terrorisme, ce dernier aura atteint sa forme la plus disséminée et la plus diffuse, la plus mondialisée et la plus convulsive, aussi la plus médiatisée comme telle, avec l'attaque et l'effondrement des tours jumelles du World Trade Center le 11 septembre 2001. L'état de guerre fut déclaré mais cette fois, contrairement aux précédentes guerres mondiales du 20^{ième} siècle, l'ennemi ne s'était pas identifié et n'était pas identifiable, en tant que tel, sous la forme d'un Etat particulier. L'axiome schmittien devait néanmoins se vérifier, d'abord par l'identification du chef d'une puissante organisation terroriste, formé lui-même par la puissance attaquée pour servir contre un précédent ennemi bien identifié, puis par la localisation du pays qui hébergeait le réseau et le pouvoir qu'il avait mis en place, et enfin par la désignation d' « Etats voyous » (the Rogue States) présumés complices. L'idée de la guerre, d'une « juste » guerre, pouvait alors reprendre ses droits et, avec elle, une revigoration du politique pour un nouveau président des Etats-Unis mal élu – son élection ne fut-elle pas qualifiée de « putsch légal » ? – et pour l'administration de la super-puissance américaine devenue hégémonique à la suite du triomphe qui a marqué pour elle la fin de la guerre froide en mettant en place un « nouvel ordre mondial » et, avec ce dernier, une certaine idée de la démocratie qui ne s'était pas embarrassée, pour mettre à mal les démocraties populaires communistes, des alliances qu'elle a pu contractées avec des dictatures militaires, notamment en Amérique du Sud. Le 11 septembre était, à cet égard (coïncidence ou non), une date anniversaire du coup d'Etat au Chili perpétré par une junte militaire avec le soutien, à tous égards, du gouvernement américain. Ce n'est pas le seul exemple, ni dans le passé ni dans le

présent, qui entame lourdement la crédibilité du modèle démocratique proposé, voire parfois imposé, au reste du monde. Cette crédibilité se voit d'autant réduite que les écarts entre l'idéal démocratique et les pratiques mises en jeu ne font que s'accroître, produisant d'eux-mêmes ces forces antagonistes diffuses qui hantent toute domination hégémonique, les incitant à son insu à se doter des armes les plus puissantes ou les plus imparables de ceux qu'elles prétendent combattre. C'est bien ce que pouvaient craindre les Etats-Unis depuis la fin de la guerre froide. (Que la seule puissance qui ait jamais utilisé la bombe atomique soit, un demi-siècle plus tard, à l'issue d'une période de dissuasion bilatérale ou multilatérale, en proie à la crainte d'une rétorsion, montre le parcours du circuit de la haine, de la culpabilité et de la crainte que le temps garde intact).

Je me garderai bien de confondre le projet ou l'idéal démocratique soutenu par l'Amérique avec le fait de la politique actuelle du gouvernement américain. Qui oserait raisonnablement contester aujourd'hui que le déploiement spectaculaire en Afghanistan d'une puissance de feu capable de tout détruire sur son passage était inadapté à son objectif réel sinon à celui imaginaire d'apaiser les craintes du peuple américain, et de quelques autres, tout en veillant à les maintenir en état d'alerte par l'annonce répétée de menaces réelles ou imaginaires, d'éventuelles attaques bactériologiques, chimiques, radiologiques ou nucléaires ? Toute tentative de détection et de maîtrise de ce terrorisme potentiel exigerait, exige ou met en place des dispositifs de prévention, technologiques et policiers, aujourd'hui imaginables et réalisés⁹, qui sont peu compatibles avec la liberté que l'Etat démocratique entend laisser aux citoyens.

Dans sa croisade contre les infidèles désignés comme « l'axe du Mal », dans son discours sur l'état de l'Union le 29 janvier, George Bush renouait avec une tradition et une rhétorique qui jalonnent l'histoire de l'Amérique. Dès leur débarquement sur la côte de Cape Cod en 1620, les Pères pèlerins du Mayflower se

⁹ Le 11 septembre, le ministère de la Justice arrêtait et maintenait en détention plus de

1200 immigrants arabes et musulmans. Ce même ministère annonçait en juin qu'il serait demandé à des dizaines de milliers de détenteurs de visas arabes de se faire enregistrer auprès du gouvernement avec photo et relevé d'empreintes digitales.

considéraient comme le peuple élu de Dieu. Mais c'est surtout sur l'héritage plus récent de celui qui s'est voulu le père de la Société des Nations, Thomas Woodrow Wilson, que sont prélevés les plus récents discours. En 1917, Wilson initiait déjà la mondialisation de l'économie libérale en faisant entrer les Etats-Unis dans la guerre, une guerre dont il avait besoin pour devenir le rédempteur du monde en accomplissant son vœu que « par la Providence de Dieu, une lumière nouvelle se lève en Amérique qui projette les rayons de la liberté et de la justice au loin sur toutes les mers et même sur les terres qui stagnent dans les ténèbres et refusent de le voir ».

Ce qu'on peut qualifier de mythe théologico-politique qu'on appelle souveraineté et dont le nom effectif ou pratique (the effective or practical name) serait aujourd'hui (entre guillemets) « les Etats-Unis ¹⁰ » appelle, comme y invite un auteur américain, Peggy Kamuf, l'analyse ou la déconstruction : la divisibilité du trait essentiel de la souveraineté, le mythe, le fantasme ou l'alibi théologico-politique, dont un autre nom serait « les Etats-Unis ». Ce nom désignerait ou signifierait du même coup une crise, la crise de la souveraineté qui parcourt aussi bien l'Etat-nation en son intériorité qu'en son extériorité¹¹ car on ne peut plus assurer désormais en toute

¹⁰ « Introduction : Event of Resistance », in Without Alibi, Jacques Derrida, Stanford, Stanford University Press, 2002, p. 14.

¹¹ Le Secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld – le même homme qui, dans les années

80, a fourni à l'Irak une bonne partie de l'armement chimique qu'on lui reproche aujourd'hui de détenir - a défendu en mai dernier à l'OTAN l'idée selon laquelle l'administration américaine s'accorderait elle-même une sorte de carte blanche pour mener toutes les interventions militaires qu'elle jugerait nécessaires sans solliciter

une

quelconque approbation à l'extérieur (International Herald Tribune, 24 juin).

Richard

Haass, du département d'Etat à Washington, s'expliquait en ces termes au New Yorker : « La souveraineté implique des obligations. L'une est de ne pas massacrer

son

propre peuple. » Comment peut-on affirmer cette obligation en maintenant la peine de mort qui n'est autre que la violence d'Etat souveraine qui s'exerce contre la vie de ses citoyens ? Il poursuit : « L'autre [obligation] est de ne

confiance la distinction entre ce qui est du pays ou de l'étranger, du national et de l'international. Il en est de même de toutes ces oppositions qui supposent une frontière qu'une souveraineté aurait rendu ou voudrait rendre infranchissable. Cette question est d'une cuisante actualité depuis l'entrée en vigueur du traité créant la Cour pénale internationale déjà envisagée par Einstein et Freud. Ce n'est pas le moindre paradoxe de voir cette grande démocratie américaine rejoindre dans son opposition à la Cour pénale internationale les pays qu'elle prétend « hors-la-loi » ou « voyous », comme la Corée du Nord, l'Inde ou l'Iran qui ont en commun le rejet de la démocratie et des droits de l'homme. Mais ce qui a nom d'Etats-Unis aujourd'hui, le signifiant de ce nom et ses propriétés imaginaires sont aussi porteurs d'un idéal de justice au-delà du mythe qui soutient pour un temps une politique hégémonique. Ce nom est une métaphore du projet implicite de la Cour internationale. Il prend une partie du monde pour le tout des Etats qui, même dans leur différenciation, seraient unis de telle manière que la seule existence de la Cour internationale rendrait superflu qu'on y ait recours. Elle serait dissuasive.

La question que pose le signifiant « Etats-Unis » aujourd'hui est celle de la divisibilité de la souveraineté, comme celle du sujet, du sujet du collectif aussi sujet de l'inconscient, qui opère lui-même dans une division interne, jusque dans ce qui peut paraître son auto-détermination consciente. Autant une certaine souveraineté du sujet ou de l'Etat leur permet de résister à toute appropriation, à la violence de l'un par rapport à l'autre, autant le fait qu'ils puissent se laisser exproprier de ce qu'ils possèdent illusoirement en propre assure leur véritable identité.

soutenir le terrorisme en aucune façon. Si un gouvernement manque à ces obligations,
il renonce alors aux avantages normaux de la souveraineté, y compris le droit à être laissé tranquille à l'intérieur du territoire de son Etat ». Etant donné l'utilisation de terroristes faite par divers gouvernements américains, les Etats-Unis n'auraient donc
pas droit à la tranquillité. Par ailleurs, comment ce qu'on tente de justifier au nom de
l'action préventive resterait-il un monopole américain ? D'autres pays ne pourraient-ils
pas s'arroger le même droit ?

Dans *La démocratie en cruauté*, l'ouvrage qui m'a valu l'aimable invitation des « Canadiens en Europe », sous l'instigation de Fulvio Caccia et de Suzanne Beauchamp, que je remercie tout particulièrement, je retrace tous les indices qui pouvaient faire prévoir à l'administration américaine les attaques du 11 septembre 2001 dans la forme et la précisions mêmes qu'elles ont prises. Les indices ont fait dire à un membre du Pentagone « on savait sans savoir », ce qui est la définition de l'inconscient. On sait aujourd'hui que ce qui aurait pu passer pour des négligences ou des bévues, c'est-à-dire des manifestations de l'inconscient, était sous-tendu par une politique déjà orchestrée en 1998, par l'équipe de ceux qu'on appelle les faucons et qui cherchait à obtenir le pouvoir, dans une lettre ouverte au président Clinton pour lui signifier que la politique d'endiguement (containment) de l'Irak était un échec et que le limogeage de Saddam Hussein était devenu « la priorité de la politique étrangère américaine ». Ce n'était pas pour libérer le peuple irakien de la dictature qu'il subissait. Donald Rumsfeld, l'un des signataires, venait de fournir à l'Irak une bonne partie de l'armement chimique qu'on lui reprochera de détenir. Ce même Rumsfeld défendait en mai 2002 à l'OTAN le principe de la carte blanche que s'accorderait l'administration américaine pour mener toutes les interventions militaires qu'elle jugerait nécessaires, sans solliciter une quelconque approbation à l'extérieur, « chaque fois que leurs intérêts vitaux seraient en jeu ». Aujourd'hui la raison cynique d'un Paul Wolfowitz, aussi signataire de la même lettre, lui fait endosser tous les mensonges de George Bush – aussi bien sur les armes de destruction massive, sur les liens entre Saddam Hussein et Al Qaida ou sur le danger imminent que pouvait représenter l'Irak pour la sécurité des citoyens américains, que sur l'usage d'un faux document britannique assurant l'achat par Bagdad au Niger de cinq tonnes d'uranium – parce qu'il fallait « convaincre, dit-il, l'opinion américaine [et le cas échéant d'autres Etats], de la nécessité de cette intervention en Irak ».

La dissimulation délibérée de la vérité – et c'est aussi vrai en matière de malversations financières comme dans l'affaire Enron ou l'attribution discrète au groupe Halliburton, que présidait le vice-président américain Dick Cheney, de remise en état des puits de pétrole irakiens, que dans la visée hégémonique d'un néo-impérialisme – repose sur une conception de la démocratie selon laquelle seule la classe au pouvoir doit disposer du savoir sur lequel repose son pouvoir et que la

société en général a besoin de mensonges réconfortants. Les intellectuels, plus attachés à la vérité selon Platon, qui tentent de démasquer les ruses du pouvoir – tel Chomsky qui fait des Etats-Unis, dans un dossier très étayé, le super Etat voyou – sont des marginaux que la raison pragmatique peut tolérer au nom de la démocratie en maintenant à l'état latent le totalitarisme larvé qui lui est inhérent.

[Je mentionne pour mémoire la stratégie de communication qui a atteint des sommets de mensonge avec la diffusion sur les chaînes de télévision du sauvetage de Jessica Lynch par les forces spéciales américaines au moment où l'on disait que les forces de la coalition s'enlisaient. Or il s'avère aujourd'hui que, deux jours avant l'arrivée de l'équipe de sauvetage armée jusqu'aux dents et déchargeant leurs explosifs, le Dr. Al Houssoua, le médecin irakien qui l'avait soignée, avait décidé de la ramener aux Américains à l'aide d'une ambulance sur laquelle les Américains ont d'ailleurs ouvert le feu, risquant de tuer celle qui est devenue pour eux une figure héroïque de la guerre en Irak. Des sites de vente aux enchères sur Internet proposent une dizaine d'articles estampillés « Jessica Lynch » allant jusqu'à 200 dollars.]

A la différence des précédents empires dans l'histoire du monde, que ce soit l'empire romain ou ottoman ou plus récemment l'empire espagnol des XVIe et XVIIe siècles ou l'empire britannique du XIXe et du début du XXe siècle qui avaient à leur tête des empereurs ou des rois, l'empire américain, né de la fin de la guerre froide, apparaît en régime démocratique à un moment où l'interdépendance des Etats-nations entraîne des conséquences globales immédiates, que ce soit dans le domaine purement politique ou dans celui de la santé par exemple. Mais l'énorme question du sida dans les pays africains ou la dette du tiers-monde n'est pas le problème de l'administration américaine. En témoigne le passage à la sauvette du président américain au G8 qui se tient actuellement où ces questions sont à l'ordre du jour, même si elles le sont au sein d'un programme néolibéral contestable et contesté, alors que la seule dépense qu'a représentée la guerre en Irak aurait largement suffi à régler ces graves problèmes. La principale préoccupation des Etats-Unis, qui ont accumulé depuis la seconde guerre mondiale un niveau d'armement jamais atteint dans l'histoire moderne, est de s'assurer du plus grand nombre de bases militaires à travers le monde en contrôlant le plus souvent

indirectement les pays, comme en Amérique latine ou au Proche-Orient à l'avenir, en continuant de croire, comme pendant la guerre froide, que les pays d'Europe ne pouvaient que se ranger sous leur aile protectrice et se comporter comme des vassaux.

D'où la déception affichée du gouvernement américain que la France en particulier – et on me dit le Canada également - n'endosse pas leurs mensonges pour « la bonne cause ». Deux surprises de taille auront à cet égard déstabilisé la super-puissance : qu'il n'y ait plus ce qu'on appelait the coalition of the willing, la coalition des bonnes volontés et, pour les deux alliés européens dans l'invasion de l'Irak, l'Espagne et l'Angleterre, que les manifestations du 15 février dernier contre la décision qui faisait fi des règles du droit international réunissent dans les rues de Londres et Madrid, tout autant sinon plus que dans les rues de Berlin et Paris, comme dans tant d'autres capitales, plus de dix millions de personnes. Cet événement sans précédent, relayé simultanément par tous les médias du monde, inaugurerait peut-être un nouvel espace mondial de la démocratie où, contrairement à ce qui se passait autrefois, le peuple pouvait manifester une opinion contraire à celle de ses dirigeants. Sous couvert de vouloir rendre service à l'humanité entière, il apparaissait et apparaît plus nettement de jour en jour que ce nouvel empire servait et entend servir ses seuls intérêts. Si les Américains voulaient offrir au monde à travers l'Irak un modèle de démocratie, ils auront accompli une contre-performance. Non seulement les forces américaines auront-elles largué par avion 1.500 bombes à fragmentation et l'artillerie un nombre inconnu, alors qu'on sait que chacune de ces « bombes démocratiques et amies » libère plusieurs centaines de mini bombes qui explosent à leur tour par la suite, causant beaucoup de victimes, mais encore les habitants de Bagdad continuent-ils de manquer de tout, de nourriture, d'eau, de médicaments, d'électricité, d'essence, tandis qu'on leur offre l'image d'une société où l'on survit en pillant son voisin, où tout s'achète, y compris la soumission à ces nouveaux Mongols « à visage humain », et où, au bout du compte, le peuple irakien se voit voler une nouvelle fois la liberté qu'on prétendait lui apporter. D'ailleurs, on sait bien que s'il y avait aujourd'hui des élections libres en Irak pour un gouvernement irakien, c'est une majorité chiite qui serait élue. Les Américains auraient alors contribué à l'instauration d'une nouvelle théocratie dont la cruauté

n'aurait rien à envier à celle de l'ancien régime. Interdiront-ils la démocratie au nom de leur démocratie ?

« Le besoin de puissance de la couche dominante d'un Etat, à tel ou tel moment, s'oppose à une restriction de ses droits souverains seule capable d'assurer la sécurité internationale. Ce besoin de puissance politique se nourrit fréquemment de l'aspiration à la puissance d'une autre couche, aspiration se manifestant sur le plan matériel et économique. Je pense principalement à la présence, au sein de chaque peuple, d'un petit groupe résolu, inaccessible aux considérations sociales, formé d'hommes pour qui guerre, fabrication et commerce des armes ne sont rien d'autre qu'une occasion de tirer des avantages personnels, d'élargir le domaine personnel de leur puissance. » On pourrait croire ces propos destinés à l'administration américaine. Ce sont ceux de Einstein dans la lettre qu'il adressait à Freud en 1932 pour tenter de comprendre avec lui « comment il est possible que la masse se laisse enflammer par une minorité de dominants jusqu'à la frénésie et au sacrifice de soi ? » Il pense pour sa part que la haine et le besoin d'anéantissement qui sont au cœur de l'homme peuvent être réveillés avec une relative facilité.

Que répond Freud ? Que les vrais motifs qui invitent les hommes à faire la guerre sont toujours passés sous silence et parmi ceux-là le plaisir pris à l'agression et à la destruction. C'est « l'amalgame de ces tendances destructrices avec d'autres, érotiques [je souligne] et idéologiques qui facilite leur satisfaction. » Osera-t-on parler aujourd'hui du plaisir et de la jouissance pris à faire souffrir, à laisser souffrir, qu'on s'est plu à nous montrer quotidiennement à grand renfort d'images, la caméra au bout du fusil, trois semaines durant ?

La leçon de Freud, c'est qu'il ne faut pas croire les aventuriers de la guerre et que face à la cruauté indéracinable qui gît en l'homme, à cette cruauté si aisément mobilisable – liée comme pour Nietzsche à la volonté de puissance -, il n'y a que des voies indirectes, celles de l'éducation et de la culture, qui peuvent l'entamer, la dévier, la mettre au service de la raison . Il est particulièrement affligeant de voir aujourd'hui la super-puissance, qui se prétend civilisatrice, laisser piller et détruire la bibliothèque inestimable de Bagdad et les 170.000 objets datant de milliers d'années

du célèbre musée archéologique alors qu'il aurait suffi d'un char et de quelques soldats pour l'empêcher. Infiniment plus aisé que de préserver les complexes pétroliers. Cela démontre le mépris des envahisseurs pour le seul rempart contre la barbarie qu'est la culture.

S'il fallait chercher les prémisses d'une meilleure conception de la démocratie, d'une démocratie qui reste à venir, ou d'une démocratie dictée par une autre raison, c'est peut-être en s'orientant, au sein de cette « vieille Europe » qui a connu tant d'impérialismes mais a fait aussi l'expérience de la perte des empires coloniaux en reconnaissant que les cultures ne pouvaient pas être coupées de leurs racines, de cette Europe qui a été si douloureusement atteinte par les conséquences des deux guerres mondiales du XXe siècle, en s'orientant donc vers une définition de nouvelles responsabilités européennes, au-delà de tout eurocentrisme. Pour en esquisser quelques grands traits, avançons en terminant que :

La nouvelle identité européenne implique une limitation de la souveraineté Etat-nation sans que se perde pour autant la différence linguistique et culturelle, qu'elle soit régionale ou nationale.

L'hospitalité à l'étranger suppose que soit mise en œuvre non seulement les conditions qui régissent habituellement les lois politiques de l'hospitalité mais aussi le concept et la pratique d'une hospitalité inconditionnelle comme aporie du rapport à l'autre.

Une justice sociale dont les frontières n'ont cessé d'être repoussées doit pouvoir continuer de limiter les ambitions d'un capitalisme proliférant. Et le Droit doit pouvoir limiter les violences de l'Etat au profit des revendications de justice appelées par tout sujet ou toute action collective.

La poursuite de la sécularisation de l'Etat et de la Société déjà largement accomplie en Europe, même si elle n'est pas sans conserver quelques vestiges de son passé théologique. Comme le dit Habermas, dans un article du week-end dernier paru dans Libération et cosigné par Derrida, « Sous nos latitudes, on imagine assez mal un Président commençant sa journée d'homme d'Etat par une prière publique ». [Il arrive néanmoins qu'une séquence télévisuelle d'un homme politique à l'Eglise ne soit pas exempte de pensées électoralistes].

La sensibilité aux atteintes portées à l'intégrité personnelle et physique se reflète dans le position du Conseil de l'Europe impliquant que tout Etat membre ait renoncé à la peine capitale, considérée ailleurs comme une marque de la souveraineté étatique.

La limitation de la souveraineté, c'est-à-dire la déconstruction du mythe théologique-politique qui la sous-tend, implique aussi la reconnaissance de la nouvelle Cour pénale internationale comme instance supra-étatique à laquelle toute non-adhésion vaut pour un aveu d'intention de déni de justice.

La décision unilatérale d'intervenir en Irak aura montré la pressante nécessité de transformation du droit international et de ses institutions, notamment l'ONU et le Conseil de Sécurité dont le droit de veto des cinq Etats membres permanents demeure la marque désuète d'un principe de souveraineté accordé aux vainqueurs de la dernière Guerre mondiale.

Cela dit, et malgré les avancées que comportent ces prémisses, nous sommes encore loin de ce que suppose un gouvernement démocratique des hommes régi par la dictature de la raison, à savoir : des dirigeants éclairés qui soient proches des aspirations des citoyens qu'ils représentent et soient épris de justice et de vérité au point d'endiguer constamment leurs propres pulsions de pouvoir, de souveraineté et de cruauté, de renoncer à la jouissance qu'ils peuvent en tirer et de contenir la propension à la haine et à la destruction pour faire dériver les forces qu'elles recèlent dans des œuvres d'éducation et de culture.

Ce n'est pas encore demain la veille.

Le 3 juin 2003